

“Je préférerais diriger un gouvernement qui ferait une réforme de l’État”

- Jan Jambon a joué cartes sur table : il se verrait bien à la place de Charles Michel dans la prochaine majorité fédérale
- Il donne ses priorités pour un futur accord de gouvernement.
- Le confédéralisme reste l’objectif final de son combat politique.

Le confédéralisme, le thème n°1

Les “V-dagen”. La campagne arrive et la N-VA veut que ses membres soient le mieux armés possible pour répondre aux interrogations des électeurs. C’est pourquoi le premier parti de Flandre organise les “V-dagen”, soit plusieurs journées d’information sur les thèmes les plus importants pour la N-VA. Et le premier d’entre eux est, naturellement, le confédéralisme (le samedi 26 janvier, de 10 h à 12 h, au Zuiderkroon à Anvers). “Vous y apprendrez pourquoi le confédéralisme est la meilleure solution pour les Flamands et pour les francophones”, précise l’invitation envoyée par le parti nationaliste.

Entretien Frédéric Chardon

Lundi, Jan Jambon a affiché ses ambitions : l’ancien vice-Premier ministre N-VA et ministre de l’Intérieur convoite le “16, rue de la Loi”, l’adresse du cabinet du Premier ministre. Les nationalistes flamands sont décidément imprévisibles. Après avoir quitté le gouvernement fédéral sur une question de principe liée au “Pacte de Marrakech”, voilà qu’ils veulent revenir au pouvoir et s’emparer de la fonction de Premier ministre. Tout en comptant faire voler en éclats le fédéralisme belge dans sa structure actuelle... Jan Jambon s’explique sur ce paradoxe qui, pour lui, n’est qu’apparent.

Vous êtes candidat au “16”. Le CDH pourrait-il faire partie de votre majorité ? Benoît Lutgen s’est toujours opposé à la N-VA mais le probable futur président, Maxime Prévot, refuse de formuler ce genre d’exclusive.

Cela dépendra de leur programme et de leurs revendications à la table des négociations. Mais le CDH de Maxime Prévot sera sans doute un parti tout différent du CDH de Milquet à l’époque. Trouver un accord avec elle, surtout en matière de sécurité, était quasiment impossible... Maxime Prévot, je le connais un peu : c’est un autre style mais aussi un autre contenu que Joëlle Milquet. Mais il faudra attendre le jugement des électeurs.

Au sujet de la fonction de Premier ministre, vous n’en voulez pas, vous parliez d’un “hondenjob” (un “travail de chien”). Aujourd’hui, vous convoitez ce poste. Que s’est-il

passé ?

J’étais trop modeste, mais avec le soutien de mon parti, j’ai changé d’avis. Je pense toujours qu’être Premier ministre en Belgique, c’est un “travail de chien” mais je suis prêt à relever ce challenge.

Être nationaliste flamand et vouloir devenir le prochain Premier ministre de la Belgique, c’est paradoxal...

En 2014, quand la N-VA est montée dans le gouvernement fédéral, on nous faisait la même remarque. Mais devenir ministre de l’Intérieur ou Premier ministre, c’est la même démarche politique. Comme en 2014, on veut réorganiser la Belgique en participant au pouvoir plutôt que de tenter de casser les choses de l’extérieur.

Obtenir le “16”, cela a un coût politique élevé. La N-VA pourrait, en échange, perdre les portefeuilles très importants qu’elle avait pu négocier il y a cinq ans.

Cela dépendra des négociations gouvernementales. J’ai dit que j’étais candidat Premier ministre, je n’ai pas dit que c’était à prendre ou à laisser. Mon parti est prêt à prendre cette responsabilité mais pas à tout prix.

Deux grands chemins possibles : soit poursuivre les réformes socio-économiques de cette législature dans un gouvernement de type “suédoise”, soit mener une nouvelle réforme de l’État pour faire évoluer le pays vers le confédéralisme. Les réformes socio-économiques ne sont-elles pas la priorité ?

Mais non... Pour pouvoir mener de vraies réformes socio-économiques, on a besoin de plus de compétences pour les démocraties homogènes que sont la Flandre et la Wallonie.

Bien sûr, la tonalité de ces réformes sera différente au

nord et au sud. La Flandre a fait le choix depuis des décennies pour un cap au centre-droit et la Wallonie a fait le choix inverse en faveur de la gauche. C'est d'ailleurs respectable: si les Wallons estiment que c'est la bonne réponse à leurs défis socio-économiques, c'est bien leur droit.

Donc, vous préféreriez devenir le Premier ministre d'un gouvernement qui mènerait une réforme de l'État ?

Mon but politique, c'est d'atteindre le confédéralisme.

Voilà la raison de mon engagement politique. Un gouvernement qui réorganiserait l'État pour plus de performance et d'efficacité grâce au confédéralisme a clairement ma préférence. Les éternels problèmes de ce pays seraient réglés de manière structurelle.

On parle souvent du confédéralisme prôné par la N-VA mais sans le définir. Quelles seraient les matières que vous garderiez au niveau "national" ?

Le moins possible. J'y conserverais sans doute la Défense car, à terme, cette compétence passera au niveau européen. Et je conserverais également la représentation auprès des institutions internationales qui ne reconnaîtraient pas la Wallonie et la Flandre. Quand à la monarchie, vous savez que nous sommes républicains. Mais ce n'est pas le point le plus urgent. Résolvons d'abord tous les autres problèmes et ensuite seulement on s'occupera de la monarchie.

Les partis francophones ont cependant déclaré qu'ils ne négocieraient pas le confédéralisme... Or, une telle évolution institutionnelle ne pourra pas se faire sans l'aval des

francophones.

Oui. Mais les partis politiques disent parfois une chose avant les élections pour finir par faire exactement l'inverse après. Gagner les élections en Wallonie en défendant le confédéralisme, je comprends que cela soit difficile. Mais il y aura peut-être une négociation après les élections pour instaurer le confédéralisme afin de sortir d'une situation de blocage politique.

Il faut aussi ouvrir à révision certains articles de la Constitution pour réaliser une réforme de l'État. Avez-vous réussi à négocier un accord avec les partis du gouvernement fédéral à ce sujet ?

La N-VA avait demandé cette garantie en échange de son appui au projet de budget 2019. Or, vous avez vu que nous ne l'avons pas voté... Il n'y a pas d'accord sur l'ouverture d'articles à révision. Pas pour le moment. Mais de grandes réformes institutionnelles ont été menées par le passé avec une adaptation a posteriori de la Constitution. Nécessité fait loi.

"Il y aura peut-être une négociation après les élections pour instaurer le confédéralisme afin de sortir d'une situation de blocage politique."

"Il faudra poursuivre la construction de centres fermés"

Au-delà d'une nouvelle réforme de l'État, quelles seraient les mesures prioritaires du gouvernement que vous pourriez diriger ?

Le retour à l'équilibre budgétaire devra être atteint rapidement. Il faudra continuer à flexibiliser beaucoup plus notre marché du travail. Il faudra aussi continuer à réformer les pensions afin d'homogénéiser le régime pour employés, indépendants et fonctionnaires. Je suis redevenu bourgmestre il y a à peine un mois et, samedi dernier, une dame est venue me voir pour m'expliquer sa situation: elle a eu une carrière mixte indépendant/fonctionnaire. Elle a droit à une pension de moins de 700 euros par mois alors qu'elle a travaillé pendant 47 ans... C'est aberrant. Quelqu'un qui aurait chômé toute sa vie aurait une pension beaucoup plus élevée que la sienne! Sur le plan de la sécurité, il faudra continuer les investissements. En matière de migration, il faudra poursuivre également la construction de centres fermés afin de rapatrier les personnes en fin de procédure.

Dans "La Libre" de la semaine dernière, le président du MR, Olivier Chastel, a proposé une hausse importante de la quotité exemptée d'impôt (jusqu'à 12500 euros) et un durcissement des possibilités de regroupement familial pour les migrants. Vous êtes partant ?

Poser la question, c'est y répondre. Diminuer les taxes et renforcer la politique migratoire, c'est ce que la N-VA veut. Mais attention à ne pas compromettre le retour à l'équilibre budgétaire. Il faudra trouver des sources d'économies pour cette nouvelle réforme fiscale.

Après Elio Di Rupo et Charles Michel, les francophones ont eu le "16" à deux reprises. Votre candidature vise-t-elle aussi à rendre ce poste de premier plan à la Flandre ?

Les deux situations que vous évoquez étaient très différentes: sous Di Rupo, les partis flamands au sein du gouver-

nement étaient légèrement minoritaires. Sous Michel, les francophones (*le seul MR, NdlR*) étaient en forte minorité. La N-VA ne participera jamais – jamais! – à un gouvernement fédéral où les Flamands sont minoritaires. C'est impossible, c'est impensable. Par ailleurs, savoir qui est Premier ministre est important mais le contenu de l'accord de gouvernement est encore plus important.

Si vous prenez le "16", qui aurait le poste de commissaire européen après le 26 mai? Charles Michel? Ce serait une manière de l'exfiltrer de la politique belge s'il perdait ses fonctions de Premier ministre.

Charles Michel, ou Didier Reynders? En 2014, c'est ce dernier qui devait avoir le poste. Non, je ne sais pas... En tout cas, c'est une fonction très importante et elle fera partie du "package" à négocier.

Qui prendriez-vous comme vice-Premier ministre N-VA? Theo Francken?

Oui. Theo a montré ses capacités. Mais ça dépendra des compétences que l'on pourra obtenir. Ce sont les présidents de parti qui négocient les compétences attribuées à chaque

partenaire du gouvernement.

Reste un problème pour la N-VA qui complique les choses au fédéral: du côté francophone, il n'y a pas de parti fort qui aurait une ligne politique équi-

valente à la vôtre. La N-VA pourrait-elle un jour appuyer un tel parti de droite "décomplexée" en Wallonie? Ou y présenter des listes directement?

Non. Sauf si un parti de droite et confédéraliste émerge du côté francophone. Ce serait impensable pour la N-VA de se lier à un parti francophone unitariste, évidemment... La dimension nationaliste est essentielle pour nous. On veut convaincre les électeurs francophones à Bruxelles grâce à notre discours rationnel. Mais, par contre, on ne présentera jamais de listes en Wallonie car la N-VA est en faveur de son autonomie comme de celle de la Flandre.

"La N-VA ne présentera jamais de listes en Wallonie."